



جامعة محمد الخامس بالرباط
Université Mohammed V de Rabat

Journées Pédagogiques de l'Université Mohammed V de Rabat

Sous le thème :

La Licence : Un Enjeu pour la Société et l'Université

Un Diplôme pour L'emploi

Une Mobilité Sociale

Chacun à son Rythme

Un Vecteur porteur de Réussite

Licence



Orientation Active
et Passerelles

l'Université Sans Frontières

Parcours
différenciés

Démarche Qualité

Penser Avenir, Agir Ensemble

le Droit à la Réussite

Alternance

Qualification
de l'Etudiant

Evaluation des Cours

Innovier
pour Réussir

A l'Ecole Normale Supérieure
de l'Enseignement Technique (ENSET) - Rabat

le
4 octobre
& 20 novembre
2017

LA LICENCE : UN ENJEU POUR LA SOCIÉTÉ ET L'UNIVERSITÉ

La formation de la Licence fondamentale, bien qu'elle constitue le pilier de notre système d'enseignement supérieur puisqu'elle accueille l'écrasante majorité de nos effectifs d'étudiants, semble cristalliser à elle seule tous les maux de notre société : profils des Lauréats inadaptés aux exigences du marché du travail, qualifications professionnelles insuffisantes, taux d'échec et d'abandon alarmants entraînant une grande déperdition, découragement et dépassement des enseignants par des effectifs surdimensionnés, étudiants démotivés et peu impliqués...

Pourtant, ces Licences, riches d'une population d'étudiants très hétérogène, sont le reflet de notre société. Et améliorer le profil de ces étudiants reviendrait à améliorer celui des futurs citoyens qui constitueront la société marocaine de demain. Un investissement qui peut changer la donne pour l'avenir de notre nation.

Le Maroc se veut un pays émergent. Mais pour émerger, il doit s'appuyer sur une population de jeunes dont seuls 24% des 18-24 ans rejoignent les bancs des universités. C'est déjà peu ne serait-ce que par rapport à nos voisins maghrébins. Et parmi ceux-ci, 70% sont en Licence Fondamentale, dans ces formations à accès ouvert dont les taux d'échec et d'abandon sont dramatiquement élevés. Et pourtant..., cette catégorie d'étudiants souffre globalement des mêmes faiblesses et cette masse de ressources humaines potentielles pourrait inverser la donne et devenir une véritable source de progrès pour notre pays pour peu que l'on soit capables de relever le défi d'améliorer le profil de l'étudiant mais aussi les Licences fondamentales en les rendant plus attractives et plus axées sur l'employabilité. **D'où l'urgence de procéder à une véritable réfection, voire rénovation de ce diplôme de Licence, à commencer par sa dénomination, trop réductrice, de « Licence d'études Fondamentales ».** En d'autres termes, il nous est devenu impératif d'asseoir toutes les conditions de la réussite des étudiants en Licence.

Pour mener une réflexion porteuse, nous avons identifié quatre maillons faibles de notre enseignement universitaire sur lesquels seront menés les débats au cours de sessions organisées durant ces journées pédagogiques. Il s'agit pour nous de proposer des solutions concrètes et innovantes sur la base d'un état des lieux qui se fera dans l'objectivité la plus totale, sans langue de bois et sans concession aucune.

La démarche abordée pour élaborer ces solutions se base sur une approche participative qui s'articule sur une large concertation impliquant toutes les entités universitaires y compris les étudiants afin que les propositions et les innovations apportées émanent d'une réelle volonté collective.

Le choix de la thématique de la Licence en tant que point focal de cette journée pédagogique émane d'une réelle ambition de se mettre au service de l'étudiant et d'une volonté forte d'en finir avec une attitude de découragement et de fatalisme face aux taux d'échec élevés de nos étudiants.

L'un des défis majeurs à relever sera de rehausser le niveau de qualification de nos lauréats de Licence avec pour double objectif, la poursuite des études après la Licence et l'insertion professionnelle. C'est un engagement lourd de conséquences, car cela nécessitera un support humain, matériel et financier importants mais qui reste destiné à une population d'étudiants relativement démotivés et au profil assez moyen, des étudiants qu'il nous faudra pourtant coûte que coûte remobiliser et remettre sur les rails de la réussite.

Il nous faudra également mener la réflexion sur la mise en place d'une orientation active des jeunes bacheliers afin d'en finir avec cette sélection par l'échec qu'ils vivent en rejoignant les bancs des universités.

Un autre défi qui nous attend sera celui de consolider les apports du système LMD, notamment en mettant en place le système de crédits ECTS et le supplément au diplôme, deux éléments dont l'absence affecte lourdement aujourd'hui notre politique d'internationalisation, que ce soit en matière de mobilité estudiantine que de reconnaissance internationale de nos cursus et de nos diplômes.

Enfin, dans notre système actuel au sein duquel les formations sont « verrouillées », il nous faudra introduire précocement dès la première année des parcours plus différenciés à même de multiplier les chances de réussite des étudiants, en veillant à insuffler plus d'interdisciplinarité et plus de décloisonnement dans l'articulation des modules d'une filière donnée.

La véritable question qui se pose de façon impérative est finalement : **Sommes-nous prêts à engager une réforme pédagogique qui changerait le visage de l'université marocaine ?**

Toutefois, l'université et son ministère de tutelle ne sont pas les seuls acteurs potentiels de ce changement que nous appelons de tous nos vœux : l'état doit respecter ses engagements clairement stipulés dans la loi 01-00 relatifs à l'autonomie des universités. Autonomie dans le recrutement de ses ressources humaines, autonomie dans ses choix pédagogiques, dans son mode de gouvernance..., des conditions à même de lui permettre d'être plus performante, plus compétitive et plus innovante. **En se libérant de ses multiples contraintes, l'université marocaine pourra dès lors entrer de plain-pied dans la compétitivité.**

Bien entendu, comme nous le démontre le passé, une réforme universitaire ne peut voir le jour qu'avec une implication massive et dynamique des enseignants-chercheurs, véritables chevilles ouvrières du changement et véritables baromètres de la portée des nouvelles actions menées. Malgré leur fonction qui leur demande un investissement très conséquent, puisqu'ils doivent être à la fois sur le terrain de l'enseignement et sur celui de la recherche scientifique, sans compter les encadrements, les fonctions administratives, les représentations dans les instances décisionnelles, les évaluations, les manifestations scientifiques, nul doute que cette fois encore, ils contribueront à ce sursaut mobilisateur et répondront favorablement à cette ambition de porter plus haut l'université marocaine.

PROGRAMME

Mercredi 04 octobre 2017 à l'ENSET

MATIN :

08h30 - 09h00 : Accueil des participants et inscription dans les sessions
09h00 - 09h30 : Allocution introductive du Président de l'Université
09h30 - 13h00 : Travaux en sessions parallèles (3h30')
13h00 - 14h00 : Pause déjeuner (1h)

APRÈS-MIDI :

14h00 - 17h30 : Travaux en sessions parallèles (3h30')
17h30 - 18h00 : Pause (30')
18h00 - 19h00 : Restitution des travaux des sessions (1h)

Amphithéâtre Siège Session 1 et 5

Amphithéâtre 2 Session 3 et 7

Amphithéâtre 1 Session 2 et 6

Amphithéâtre 3 Session 4 et 8

Lundi 20 Novembre 2017

MATIN:

08h30 - 09h30 : Accueil de la délégation ministérielle et des participants
09h30 - 09h45 : Allocution introductive du Président de l'Université
09h45 - 11h00 : Restitution des travaux des sessions devant la délégation ministérielle et témoignages des partenaires nationaux et internationaux (1h15')
11h00 - 12h15 : Intervention des participants (1h15')
12h15 - 12h45 : Clôture par l'intervention de Monsieur le Ministre et de Messieurs les Secrétaires d'Etat (30')

APRÈS-MIDI:

Visite des établissements par la délégation ministérielle

13h : FMD
13h30 : ENSET
14h : ENSIAS
14h30 : FLSH
15h : FSJES-Souissi
15h30 : FSE
16h : ENS
16h45 : FSJES-Salé
17h45 : EST

SESSION 1

Quelle orientation pour une transition du secondaire au supérieur réussie ?

MODERATEURS :

M. D. E. EL KETTANI, L. ABIDI, M. ESSAIDI, Y. EL KIRAT, H. MDERSSI, B. OUTTAJ

RAPPORTEURS : S. DLIMI, Z. BOUDHIM

Une orientation post-bac quasi-inexistante, un choix de cursus universitaire par défaut, dicté par l'impossibilité d'accéder aux formations sélectives, un passage abrupt d'un système pédagogique à un autre, d'une langue d'enseignement à une autre, un manque de projection dans l'avenir...autant de difficultés que doit affronter un jeune étudiant à son arrivée sur les bancs de l'université. Il nous revient de repenser ces différentes données et de les améliorer afin que cette transition secondaire supérieure se déroule de façon plus optimale et plus constructive et permettre la réussite des étudiants.

QUESTIONS :

- Quelles démarches mettre en place au niveau du lycée et au niveau de l'université pour préparer un jeune étudiant à faire face aux études universitaires ?
- Quels ponts pédagogiques mettre en œuvre entre les acteurs de l'enseignement secondaire et l'université ? Existe-il une adéquation entre les filières du supérieur et les attentes et projets d'études des lycéens ?
- Comment inciter les étudiants à construire leur projet d'orientation individuel ?
- Comment passer d'une crainte de l'échec à une volonté de réussite, privilégier l'orientation à la sélection, prendre en compte les acquis antérieurs et les objectifs des étudiants pour assurer à tous une égalité des chances ?
- Comment éviter les accès par défaut ?
- Faut-il réviser les modalités de sélection des étudiants issus des CPGE et qui rejoignent les écoles d'ingénieurs ? Quel avenir pour les CPGE ?

SESSION 2

Quels parcours diversifiés, attractifs et adaptés pour la réussite d'un public très hétérogène ?

MODERATEURS :

I. KASSOU, A. BENTHAMI, H. TABYAOUI, A. CHIADLI, A. GHANIMI

RAPPORTEURS : K. MINAOUI, S. BENAICH

Au sein de l'université comme dans le reste du monde, les temps changent...les filières les plus attractives d'hier ne sont plus forcément celles d'aujourd'hui et chaque année nous apporte son lot de disciplines les plus en vogue et les plus demandées. Il convient dès lors d'évaluer de façon régulière notre offre de formation, tout en gardant à l'esprit cette évidence : l'attractivité d'une filière se mesure à la capacité de ses lauréats à se positionner dans le marché du travail.

Par ailleurs l'université est, de par sa conception même, ouverte à tous. Dès lors il n'est pas étonnant que l'on retrouve dans sa population estudiantine une grande diversité de niveaux, d'origines scolaires, sociales, et culturelles.

C'est sans doute pourquoi la question de l'hétérogénéité des étudiants à l'université se pose aujourd'hui de plus en plus au cœur des réflexions pédagogiques. L'heure n'est donc plus au mythe identitaire de l'uniformité selon lequel tous doivent travailler au même rythme, dans la même durée, en suivant le même itinéraire. Il s'agit de résoudre l'équation suivante : offrir un enseignement diversifié et adapté à tous mais qui épouse les spécificités de chacun.

La réflexion sur la mise en place de parcours différenciés peut être en soi une réponse à cette diversité des publics mais suffira-t-elle à éluder les questions que pose à l'université le paradoxe de l'accès indifférencié pour tous ?

QUESTIONS :

- Comment gérer une masse d'étudiants en Licence très hétérogène et relever le défi de conduire jusqu'au doctorat les meilleurs étudiants tout en évitant l'échec des plus fragiles dès le début de leur cursus ?
- Comment transformer l'hétérogénéité des étudiants en une richesse plutôt que de la considérer comme un obstacle ?
- Comment augmenter le taux de diplômés dans le délai légal de 3 années ? Seuls 10% d'étudiants en Sciences et Techniques sont dans cette catégorie.
- Quels moyens drastiques faut-il mettre en place de toute urgence afin de lutter contre le taux d'abandon alarmant de 45% des étudiants en dernière année de licence fondamentale ?
- Comment mettre en place des parcours différenciés à même de permettre à l'étudiant, quelque soit son profil, de construire une trajectoire individuelle qui réponde à un parcours cohérent et à son projet professionnel et personnel ?
- Comment et à quel moment évaluer l'efficacité des dispositifs qui seront mis en place ? Faut-il regarder l'évolution des taux de réussite des étudiants dès la première année de Licence ou plutôt en fin de cursus ?

SESSION 3

Quelle organisation de l'architecture pédagogique pour répondre aux besoins de l'employabilité ?

MODERATEURS :

K. HAMMES, A. NOUNAH, K. EL BIKRI, M. EL MAHI, N. MOTII

RAPPORTEURS : M. EL BAH, B. BERRADA

L'Université n'est plus une tour d'ivoire, elle est en pleine mutation et le concept de liberté académique a laissé place à celui de responsabilité sociétale. Aujourd'hui elle doit répondre à une forte injonction sociale qui réclame des débouchés concrets pour les diplômés universitaires sur le marché du travail. L'université se trouve donc acculée à répondre à la fois à des enjeux d'excellence scientifique et d'insertion professionnelle. Les entreprises exigeant un diplômé déjà compétent, le concept d'employabilité prend le pas sur le diplôme en tant que tel.

QUESTIONS :

- Une licence générale permet-elle de développer des compétences (aptitudes) utilisables sur le marché de l'emploi ? Doit-on considérer que tout étudiant sortant d'une licence est en capacité de s'insérer directement et durablement sur le marché de l'emploi ?
- Est-il opportun de « professionnaliser » la licence ? Si oui quels savoirs et compétences transversales pourrait-on intégrer dans les cursus de Licences Fondamentales pour augmenter l'employabilité des lauréats ? (Connaissance du monde économique et social, connaissance de l'entreprise, Informatique, langues...).
- À quel niveau de la Licence introduire ces éléments de professionnalisation pour éviter un « saupoudrage » inefficace ?
- Quels sont les réels besoins des employeurs ? Les entreprises recrutent-elles des diplômés de licences ?
- Comment reformuler les modalités d'admission pour le DUT afin de favoriser la sortie vers le marché du travail des étudiants plutôt que la poursuite des études ?

SESSION 4

Quelles conditions de vie et d'études à l'université pour favoriser la réussite et l'épanouissement des étudiants ainsi que la valorisation des enseignants et la reconnaissance de leur engagement?

MODERATEURS :

E. EDDAQQAQ, W. EL WADY, A. KIDAI, H. ABOUCHADI, D. SEFIANI

RAPPORTEURS : : K. EL HARTI, Z. FIRANO

La vie de campus est une donnée majeure de la réussite des étudiants et de l'attractivité des universités car elle renforce le lien social à l'intérieur de l'université, notamment par les pratiques culturelles, sportives, d'engagement collectif, mais aussi et surtout en simplifiant les démarches à accomplir pour tout ce qui a trait au logement, à la restauration, aux déplacements, à la santé, aux espaces de travail etc... Outre l'amélioration de ces divers services destinés à l'étudiant, toute université a le devoir d'œuvrer à inculquer à ses étudiants une culture des valeurs morales, de l'éthique et de la citoyenneté, afin de les préparer à être la future élite morale du pays.

Sur un autre plan, la reconnaissance du travail et de l'engagement des enseignants chercheurs et leur valorisation est également un facteur clé à prendre en compte, ces derniers contribuant directement par la qualité de leurs enseignements et de leurs encadrements à l'épanouissement et à la motivation des étudiants, ce qui justifie également la nécessité d'œuvrer à améliorer leurs conditions de travail.

QUESTIONS :

- Comment améliorer les conditions de vie (Bourses, logement, restauration, transport, bibliothèque, accès au numérique) pour favoriser la réussite des étudiants ?
- Comment faire en sorte que les étudiants deviennent les acteurs et non plus seulement les usagers des campus ?
- En quoi l'engagement bénévole ou volontaire des étudiants (travail associatif) favorise-t-il leur réussite ?
- Comment mieux prendre en compte la mobilité internationale dans l'épanouissement des étudiants ?
- Comment inculquer aux étudiants, citoyens de demain, une véritable culture des valeurs morales, de l'éthique, et de la citoyenneté tout au long de leur parcours universitaire ? Quelles actions initier dans ce but ?
- Comment mettre en place des instruments de valorisation et de reconnaissance du travail et de l'engagement des enseignants ?

SESSION 5

Innover en licence, c'est adopter de nouvelles pratiques pédagogiques et faire du numérique un instrument d'aide à la réussite des étudiants

MODERATEURS :

A. BELHAJ, S. CHAQUIR, A. CHIADLI, K. EL MENZHI, S. BENNANI, A. EL GHARAD

RAPPORTEURS : S. DLIMI, Z. BOUDHIM

Démocratisation et massification de l'enseignement supérieur, étudiants issus de la culture du numérique, hétérogénéité des effectifs, le paysage de l'enseignement a beaucoup évolué ces dernières années. Un fait est indéniable : les étudiants ont changé, les enjeux des formations ont changé, alors que la pédagogie est souvent restée la même, surtout dans les premiers cycles de l'université. Notre système d'enseignement supérieur utilise encore trop des modèles pédagogiques de plus en plus inadaptés au sein desquels les outils numériques se font encore trop rares. Pourtant le numérique est devenu aujourd'hui incontournable, car porteur d'une dynamique en phase avec l'évolution des pratiques sociales, particulièrement celles des étudiants. Il constitue le levier principal de la transformation et de l'évolution de la pédagogie universitaire à côté d'autres approches innovantes telles que la pédagogie inversée ou la pédagogie par problème, ...

QUESTIONS :

- Comment faire en sorte que les enseignants-chercheurs s'approprient les nouvelles pratiques pédagogiques dans leurs enseignements, y compris le numérique, particulièrement dans les disciplines qui sont par nature réfractaires aux changements ?
- Comment mettre en place de nouvelles pratiques pédagogiques individualisées et les mutualiser ?
- Quelle est la place du numérique dans ces pratiques pédagogiques innovantes ?
- Les enseignants chercheurs universitaires sont recrutés sur la base de leur dossier de recherche et de leurs publications scientifiques et n'ont souvent aucune expérience d'enseignement à leur arrivée dans un amphithéâtre. Ne serait-il pas plus judicieux de mettre en place une formation institutionnalisée en pédagogie universitaire au profit de ces derniers avant de leur confier des tâches d'enseignement et de formation ?

SESSION 6

Plus de mobilité internationale pour nos étudiants et plus de lisibilité de leurs diplômes : adopter le système de crédits et le supplément au diplôme pour répondre à l'impératif de l'internationalisation

MODERATEURS :

I. BERRADA, A. GHOUFRAËNE, S. EL BERNOUSSI, H. EL BAKKALI, A. EL MARHOUM

RAPPORTEURS : : K. MINAOUI, S. BENAICH

L'université est entrée de plain-pied dans l'ère de la mondialisation, et la mobilité des étudiants dans le monde n'a jamais été aussi importante. Nos étudiants doivent impérativement pouvoir s'inscrire dans cette dynamique mais force est de constater que leur mobilité reste freinée par la lisibilité et la reconnaissance de leur diplôme dans les pays étrangers. Voilà pourquoi il devient impératif d'adopter le système de crédits universitaires européens – ECTS, ainsi que le supplément au diplôme, qui autorisent une plus grande fluidité et hétérogénéité des parcours de formation et favorisent la reconnaissance des périodes d'études à l'étranger. Mettre en place ce cadre de référence commun ne pourra que stimuler la coopération avec les établissements étrangers et libérer la mobilité internationale de nos étudiants

QUESTIONS :

- Quels facteurs freinent encore la mise en place à l'échelle nationale des crédits ECTS et du supplément au diplôme ?
- Quelle approche adopter pour mettre en place ces deux dispositifs pédagogiques ?
- Qu'en est-il de la reconnaissance de nos diplômes par les universités étrangères ?
- Quels obstacles concrets s'opposent à la mobilité de nos étudiants aujourd'hui ? Quelles actions à mettre en place afin de favoriser cette mobilité ?
- Quel serait en outre l'apport de l'instauration des crédits dans la mise en place de passerelles entre filières et dans la mobilité des étudiants à l'échelle nationale ?
- Comment l'instauration des crédits peut-elle contribuer à l'élaboration par l'étudiant de son propre projet professionnel ?

SESSION 7

Faire de la licence un diplôme pour l'emploi : Nécessité d'impliquer le milieu socioéconomique pour mettre en place l'alternance et élaborer une nouvelle mouture de la Licence Professionnelle

MODERATEURS :

M. RHACHI, M. EL BELKACEMI, K. GHAZOUANI, N. ES-SAFI, O. HNICHE

RAPPORTEURS : M. EL BAH, B. BERRADA

La professionnalisation des cursus universitaires est censée répondre à une demande économique dictée par le marché du travail. Censées fonctionner en étroite collaboration le monde socioprofessionnel afin de garantir à l'étudiant une véritable immersion professionnelle, notamment sous forme de stages, la majorité de ces Licences Professionnelles n'ont de professionnalisant que leur intitulé et dispensent des enseignements quasi-identiques à ceux des licences fondamentales sans aucun échange avec le monde de l'entreprise.

Par ailleurs on ne peut que déplorer que le système des études en alternance soit encore inexistant au sein de l'université marocaine, alors même qu'il connaît un essor croissant dans les universités étrangères. L'alternance nécessite une coopération étroite et soutenue avec des acteurs du monde professionnel, qui peut sembler difficile à mettre en place, mais elle offre à l'étudiant des avantages incomparables que ce soit sur le plan de la rémunération de sa période de stage ou encore sur ses perspectives d'insertion.

QUESTIONS :

- Les Licences professionnelles en cours répondent-elles vraiment à leur vocation professionnalisante ? Comment faire évoluer ces formations pour qu'elles apparaissent comme une réelle alternative à la licence?
- Censées drainer une catégorie d'étudiants qui ne sont pas attirés par les filières purement académiques, les filières professionnelles recrutent paradoxalement, du fait de leur sélectivité, des profils plus performants que ceux des filières fondamentales. Ne faut-il pas pour remédier à cela, réviser nos critères de sélection des étudiants ?
- L'alternance constitue le mode de formation professionnalisant par excellence et elle apporte à l'étudiant une motivation supplémentaire du fait qu'il soit rétribué pour son travail au sein de l'entreprise et que son immersion dans cette dernière augmente ses chances d'y être recruté. Qu'attendons-nous pour instaurer l'alternance au sein de l'université ?
- Ne serait-il pas judicieux d'adosser toute filière LP en alternance à un acteur socio-économique donné par contractualisation afin d'assurer une formation métier adéquate aux étudiants ?
- Comment développer des passerelles pour les étudiants des LP qui, après un premier cycle professionnalisant, se découvriront la capacité de poursuivre des études longues ?
- Les stages constituent sans aucun doute une réponse pertinente aux défis de la professionnalisation des études supérieures. Quelles actions peut-on mettre en place pour faciliter la recherche de stages et assurer à nos étudiants des conditions de stage satisfaisantes ?

SESSION 8

Favoriser l'appropriation de l'évaluation des formations par les enseignants eux-mêmes c'est s'engager durablement dans la démarche qualité

MODERATEURS :

J. E. EL HANI, H. KHAMAR, M. AHALLAT, M. AKAABOUNE, A. BELLAOUCHOU, A. KANDROUCH,

RAPPORTEURS : F. GUEROUATE, A. JAZOULI

Les politiques d'évaluation de l'enseignement universitaire sont devenues incontournables dans un monde dominé par la compétitivité. La mise en œuvre de ces politiques s'est traduite par un florilège de procédures et de méthodes destinées à mesurer de manière systématique et valide la qualité des prestations d'enseignement ou encore la valeur des formations.

Il faut toutefois garder à l'esprit que l'introduction d'une démarche qualité dans les universités n'est pas une initiative du genre à générer le confort. Il s'agit d'un exercice délicat, qui nécessite d'accepter les remises en question et le changement, mais dont l'impact positif est aujourd'hui clairement attesté par de nombreuses études. Aux universités de montrer qu'elles sont à même de se saisir des démarches d'évaluation de leurs enseignements, pour éclairer leur pilotage et dynamiser leur évolution.

QUESTIONS :

- Où en sont les universités marocaines dans le développement de la démarche qualité, particulièrement en licence ?
- Qu'en est-il de l'évaluation des enseignements par les étudiants ? A-t-on pu assoir une vraie culture de l'évaluation ?
- Comment inciter les enseignants eux-mêmes à s'approprier l'évaluation des formations ?
- Quels sont les rôles respectifs de l'université et de L'ANEAQ dans le processus d'évaluation ?
- Quel est l'impact attendu de l'évaluation des formations au niveau licence sur la réussite des étudiants ?
- A l'heure actuelle, l'évaluation des enseignants-chercheurs dans le cadre de leur promotion se concentre principalement sur leurs travaux de recherche et tend à sous-estimer le volet enseignement et surtout leur performance et innovation pédagogiques, faut-il dès lors réviser les critères d'évaluation des enseignants en valorisant le volet pédagogique ?

INDICATEURS LICENCE

le pilotage de notre système pédagogique à l'Université Mohammed V repose sur les 11 indicateurs stratégiques et opérationnels suivants :

Indicateur	Calcul	Objectif
- Nombre des nouveaux inscrits	Répartition des nouveaux inscrits par champ disciplinaire/filière/cycle/établissement	Renseigne sur la corrélation entre le taux d'inscription et le taux de diplômation et d'encadrement
- Pourcentage des étudiants inscrits à tous les niveaux	Pourcentage des étudiants inscrits /genre/ filière à accès régulé et non régulé	Permet une visibilité sur l'offre de formation, la professionnalisation, et la capacité d'accueil
- Taux d'abandon Licence	Nombre d'étudiants non réinscrits (par semestre)/ Total réinscrits (par semestre)	Renseigne sur l'abandon des études
- Durée moyenne des études en Licence	Taux de diplômation pour l'obtention de la licence en 3, 4, 5 ans ou plus	Mesure la réussite des étudiants
- Taux d'insertion professionnelle	Nombre des diplômés occupant un emploi après 6 mois / Ensemble des diplômés qui demandent un emploi	Renseigne sur la durée moyenne d'obtention du premier emploi
- Offre de formation professionnalisante	Nombre de filières professionnalisantes / Total des filières	Evalue l'adéquation de l'offre de formation avec les exigences du marché du travail
- Taux d'encadrement	Nombre d'enseignants-chercheurs / Nombre d'étudiants	Apprécie la qualité d'encadrement en matière de formation
- Taux d'occupation des locaux liés aux emplois du temps	$T = (U / S)$ où : T : taux d'occupation d'un type de salles ; U : nombre d'heures d'utilisation ; S : nombre de ce même type de salles	Optimise la gestion des locaux
- Mobilité des étudiants	Pourcentage d'étudiants étrangers par rapport à l'ensemble des étudiants	Evalue l'ouverture à l'international et l'attractivité de l'université
- Offre de formation	Nombre de filières en co-construction / Etablissement	Mesure la diversification des filières en réponse aux besoins socio-économiques (en quantité et en qualité)

Répartition des nouveaux inscrits rentrée 2017-2018

A ce jour, 70% des nouveaux inscrits (soit 14 708) sont en Licences fondamentales (LEF) parmi les 21130 nouveaux inscrits 2017-2018.

Les nouveaux inscrits en licences professionnelles et licences d'excellences représentent 8,6%.

Analyse du suivi de la Cohorte 2014

(année de référence de changement du CNPN et de l'architecture LMD)

* Taux de diplômation

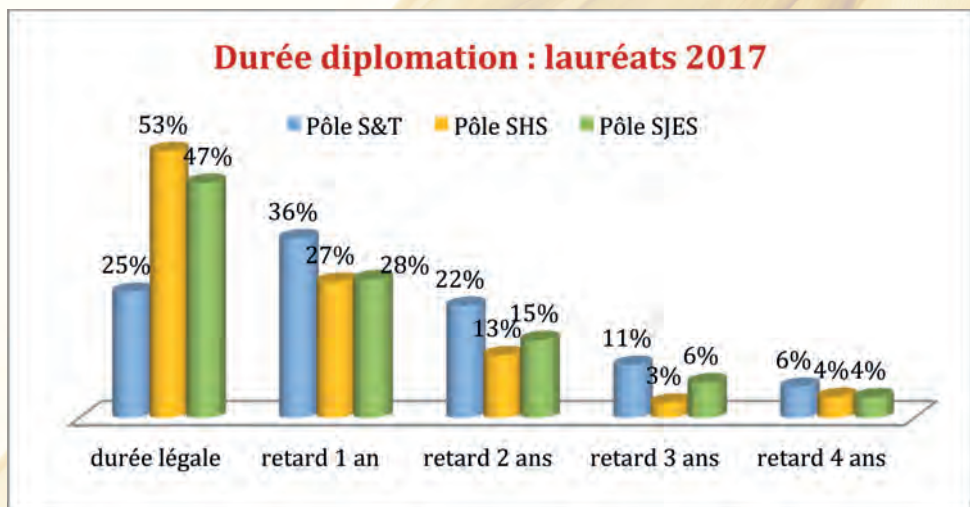
L'analyse de la Cohorte d'étudiants 2014 indique que le taux de diplômation en licence sur la durée légale de 3 années est de 19,61% toutes disciplines confondues et se répartit comme suit :

- o Taux de diplômation dans le pôle Sciences Humaines et Sociales (SHS) est de 25,3%,
- o Taux de diplômation dans le pôle Sciences Juridiques Economiques (SJES) est de 17,8%
- o Taux de diplômation le plus faible enregistré dans les Sciences & Techniques (S&T) à 10,37%.

* Durée de diplômation

L'analyse de la durée de diplômation des lauréats 2017 de la licence révèle que :

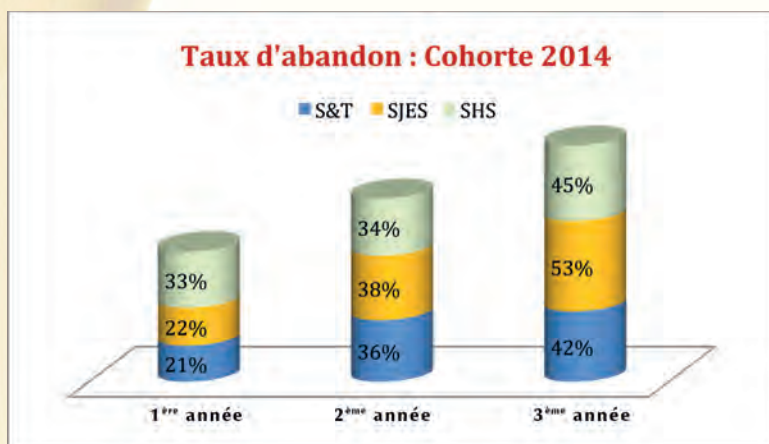
- o 53% de lauréats du pôle SHS ont obtenu leur diplôme de Licence en 3 ans et 27% en 4 ans, 13% en 5 ans, 3% en 6 ans et 4% en 7 ans.
- o 47% de lauréats du pôle SJES ont obtenu leur diplôme de Licence en 3 ans, 28% en 4 ans, 15% en 5 ans, 6% en 6 ans et 4% en 7 ans.
- o 25% de lauréats du pôle S&T ont obtenu leur diplôme de Licence en 3 ans et 36% en 4 ans, 22% en 5 ans, 11% en 6 ans et 6% en 7 ans.



* Taux d'abandon

o Le taux d'abandon en fin de première année de L1 est globalement autour de 21,76% : 21% en S&T, 22% en SJES et 33% en SHS

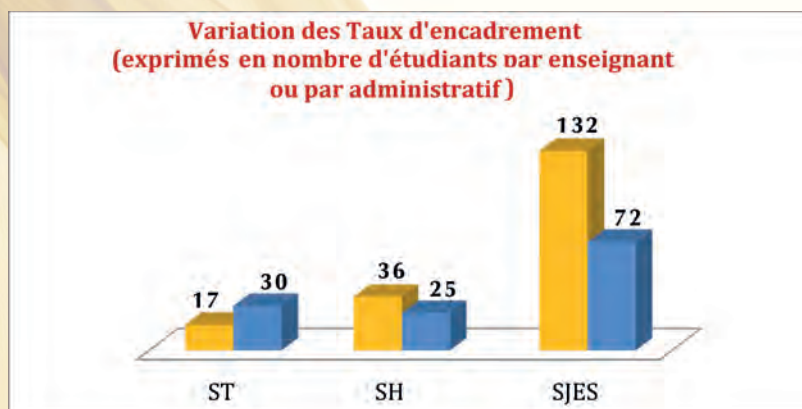
o Le taux d'abandon en fin de troisième année de L3 atteint 45% et se répartit comme suit : 53% en SJES, 45% en SHS, 42% en S&T.



* Taux d'encadrement

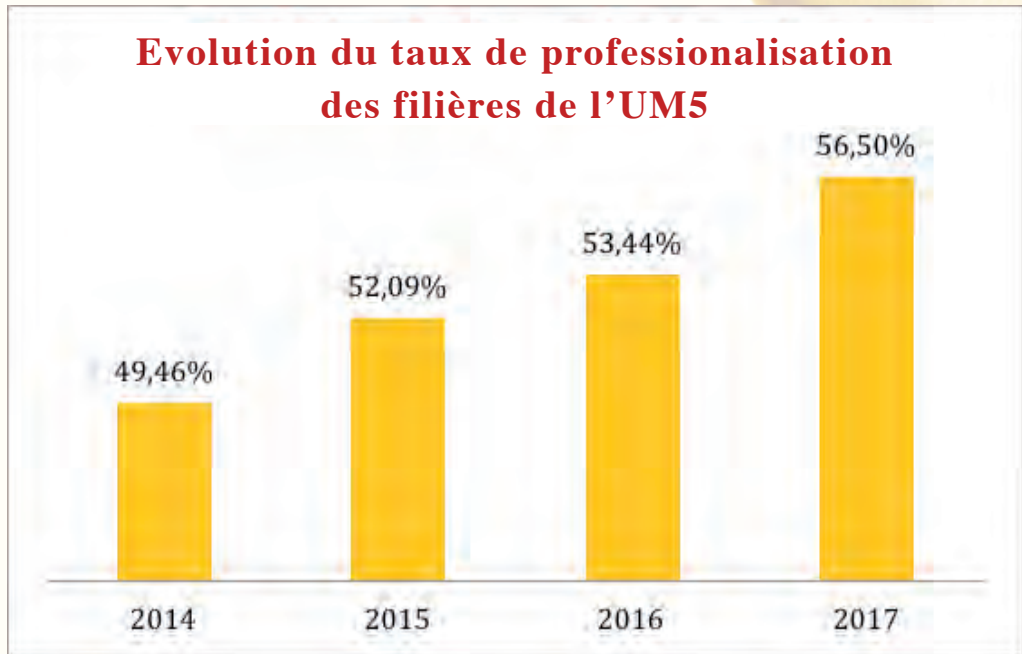
o Le taux d'encadrement pédagogique moyen est de 1 enseignant pour 40 étudiants toutes filières confondues. Il est le plus faible pour le pôle FSJES : 1 enseignant pour 132 étudiants.

o Le taux d'encadrement administratif moyen est de 1 administratif pour 61 étudiants.



* Taux de professionnalisation

o Le taux de professionnalisation des filières proposées par l'UM5 a augmenté au cours de ces 4 dernières années pour atteindre 56,5%.





جامعة محمد الخامس بالرباط
Université Mohammed V de Rabat

Comité d'organisation

Saaïd AMZAZI, *Président*

Ilham BERRADA, *Vice Présidente des Affaires Académiques et Etudiantines*

Nouzha BOUAMOUD, *Vice Présidente de la Communication et de la Promotion*

Khalid HAMMES, *Doyen de la FSJES-Salé, Président de la Commission pédagogique*

Hamid ABOUCHADI,

Zakaria BOUDHIM,

Ahmed CHOKRI,

Samira DLIMI,

Karima EL HARTI,

Abdelkrim KANDROUCH,

Bouchra BERRADA

Souad CHAOUIR

Zakaria FIRANO

Fatima GUEROUATE

Khalid MINAOUI

COMMISSION PEDAGOGIQUE



